

Séance ordinaire du mercredi 8 février 2023

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-trois et le huit février, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Petite enfance et Place de l'enfant dans la Ville

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Mylvia HOUGUET, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Yves BARRAL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Emilie CABELLO, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Clare HART ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Mohamed ALTRAD, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE

Relais Petite Enfance (RPE) - Conventions 2023-2026 d'objectifs et de financement entre la Ville de Montpellier et la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de l'Hérault - Autorisation de signature

Madame Tasnine AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

Afin d'améliorer le service rendu aux familles et aux assistantes maternelles, la Ville de Montpellier a ouvert en septembre 2022 un septième Relais Petite Enfance (RPE) situé au sein du nouvel « *Equipement de proximité Petite enfance et Vie associative* » dans le quartier Port Marianne. L'ensemble des RPE regroupe plus de 600 assistantes maternelles indépendantes, proposant une capacité d'accueil d'environ 1 700 places.

Les RPE sont définis comme étant « *service de référence de l'accueil du jeune enfant pour les parents et les professionnels* ». A ce titre, ils informent et accompagnent les parents dans leur démarche de recherche d'un mode de garde, proposent des temps d'animation pédagogique, d'échange de pratiques aux assistant(e)s maternel(le)s et aux enfants qu'elles accueillent. Egalement, ils accompagnent les assistant(e)s maternel(le)s dans leur parcours de formation professionnelle.

De plus, conformément au décret du 25 août 2021 relatif aux Relais Petite Enfance, leurs missions « *socles* » ont été enrichies et, pour répondre aux enjeux du secteur, les RPE peuvent également proposer des missions renforcées, ces dernières ayant été redéfinies dans un référentiel national.

Les missions socles des RPE sont les suivantes :

- Participer à l'information des candidats potentiels au métier d'assistant maternel selon les orientations définies par le comité départemental des services aux familles ;
- Offrir aux assistants maternels, et le cas échéant, aux professionnels de la garde d'enfants à domicile un cadre pour échanger sur leurs pratiques professionnelles ainsi que les conseiller pour mettre en œuvre les principes applicables à l'accueil du jeune enfant, prévus par la charte nationale d'accueil du jeune enfant, notamment en organisant des temps d'éveil et de socialisation pour les enfants qu'ils accueillent ;
- Faciliter l'accès à la formation continue des assistants maternels et, le cas échéant, aux professionnels de la garde d'enfants à domicile et les informer sur les possibilités d'évolution professionnelle, sans préjudice des missions spécifiques confiées au service départemental de protection maternelle et infantile ;
- Assister les assistants maternels dans les démarches à accomplir sur le site monenfant.fr ;
- Informer les parents ou représentants légaux, sur les modes d'accueil du jeune enfant, individuels et collectifs, présents sur le territoire et les accompagner dans le choix de l'accueil le mieux adapté à leurs besoins en tenant compte des orientations définies le cas échéant, par le comité départemental des services aux familles.

Les missions renforcées des RPE sont les suivantes :

- Traitement des demandes d'accueil formulées par les familles sur le site monenfant.fr ;
- Accompagnement à la professionnalisation et à l'amélioration des pratiques professionnelles ;
- Promotion renforcée de l'accueil individuel.

Le fonctionnement des RPE est subventionné par la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) dans le cadre d'un partenariat formalisé par une convention d'objectifs et de financement, selon les modalités suivantes :

- La CAF s'engage à verser une prestation de service dont le montant annuel s'élève à 43% des dépenses de fonctionnement dans la limite d'un prix plafond arrêté chaque année par la CNAF ;
- La CAF s'engage à verser une prestation supplémentaire de 3 000 € pour les RPE qui s'investissent dans une des trois missions renforcées.

Les conventions concernant les six RPE préexistants à l'ouverture du septième sont arrivées à échéance au 31 décembre 2022 ; il est donc proposé de les renouveler pour une période de 4 ans, soit du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2026 ; il s'agit des RPE suivants :

- RPE « *Aiguelongue* » situé 2 rue des Tourterelles dont le secteur géographique concerne les Iris Agropolis, Aiguelongue, Beaux-Arts, Boutonnet, Ecole d'Architecture-Triolet, Rimbaud, Fac de pharmacie, Ecole Normale, Justice, Lapeyronie, Les Aubes, Lunaret, Archives départementales, Méric, Nazareth, Saint-Eloi, Sainte Odile, Verdanson et Vert-Bois ;
- RPE « *Antigone 1 et 2* » situé 438 boulevard d'Antigone dont le secteur géographique concerne les Iris Chaptal, Gambetta, Peyrou, Comédie, la Guirlande, Lepic, Méditerranée, Moulin de l'Evêque, Nombre d'Or, Place de l'Europe, Pont de Sète, Préfecture, Saint-Denis, Saint-Roch, Ursuline, Saint-François, Bagatelle, Bouisses, Estanove, la Colline, les Grèzes, Notre Dame de la Paix et Pas du Loup ;
- RPE « *Croix d'Argent* » situé 635 rue Jacques Bounin, dont le secteur géographique d'intervention concerne les Iris Croix d'Argent, Garodud, Marqueroze, Mas Drevon-Maurin, Sabathé, Tastavin et Parc Montcalm ;
- RPE « *Mosson* » situé 123 rue de Lausanne, dont le secteur géographique d'intervention concerne les Iris Blayac, Celleneuve, Euromédecine, la Fontaine, les Gémeaux, les Garrigues, les Tours, Malbosc, Occitanie, Oxford, Bologne, Mail Nord et Sud ;
- RPE « *Odyseum* » situé 280 boulevard Pénélope, dont le secteur géographique d'intervention concerne les Iris Eureka, Grammont, la Lironde, Millénaire, Pompignane, Port Marianne, Rives du Lez et Salaison ;

- RPE « *Saint Clément* » situé 311 avenue St Clément, dont le secteur géographique d'intervention concerne les Iris Agriculture, Alco, Assas, Astruc, Bel-Air, Casseyrols, la Piscine, Petit Bard, les Tonnelles, Pilory, Soulas et avenue de Lodève.

Il est également proposé la signature d'une convention nouvelle pour le fonctionnement du nouveau RPE « *Port Marianne* » situé 240 rue Clause Lévi Strauss qui couvre les secteurs « *IRIS* » Aiguerelles, la Rauze, Mion, Pont Trinquat, port Marianne, Saint-Martin et Tournezy. Cette convention est conclue pour une période de 4 ans et 4 mois à compter de son ouverture, soit du 1^{er} septembre 2022 au 31 décembre 2026.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des conventions d'objectifs et de financement entre la Ville de Montpellier et la CAF, relatives au fonctionnement des sept RPE ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16 février 2023

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 17 février 2023

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- RPE AIGUELONGUE MTP.pdf
- RPE ANTIGONE 1et 2 MTP.pdf
- RPE CROIX D'ARGENT MTP.pdf
- RPE MOSSON MTP.pdf
- RPE ODYSSEUM MTP.pdf
- RPE PORT MARIANNE MTP.pdf
- RPE ST CLEMENT MTP.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20230208-218168-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 17/02/23
Réception en Préfecture : 17/02/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.